

BATAAXAL

Infos

Mensuel d'informations générales et de développement- N 016- JUIN 2024

Président du Conseil d'Administration de l'ONG 3D, Babacar Guèye : «Aucun changement n'est possible si ...»



Succès de la foire pour la commercialisation des produits transformés à Podor



La résilience de Yène face aux changements climatiques



ONG 3D et collectivités locales : Formation sur la transparence budgétaire à Kanel.

Le chemin de la réforme et de la modernisation

Mr Cheikh T. CISSE

DIRECTEUR DES PROGRAMMES DE L'ONG 3D



« Le chemin de la réforme et de la modernisation s'annonçait ardu, mais indispensable ». C'est le constat du facilitateur des assises de la justice après la clôture des réflexions. Car, fait remarquer Pr Babacar Guèye, par ailleurs Président du Conseil d'Administration de l'ONG 3D, les valeurs et les perceptions de la justice, son fonctionnement et son organisation doivent être revus. Cependant, il note qu'aucun changement n'est possible sans concession et parfois sans compromis. Il ne s'agissait pas de protéger certains corps au détriment d'autres ni de critiquer ou de tout remettre en cause. L'esprit de ces assises, faut-il le rappeler, s'incarne dans un élan de prise en compte de l'intérêt supérieur de la nation en des termes inclusifs et constructifs, a-t-il rappelé.

Cette approche inclusive et constructive est également au cœur des initiatives menées par le Collectif des Organisations de la Société Civile pour les Élections (COSCE). Le collectif compte mettre à la disposition des nouvelles autorités un cahier de recommandations sur le processus électoral après une évaluation de l'organisation du scrutin présidentiel du 24 mars dernier. À Saint-Louis et à Diourbel, des ateliers d'évaluation ont relevé les atouts et faiblesses du processus électoral. Ces recommandations seront remises aux autorités à l'issue d'un atelier national qui se tiendra à Dakar.

L'atelier d'élaboration du plan d'actions de la Coalition de Participation Citoyenne (CPC), qui s'est tenu au lycée technique André Peytavin de Saint-Louis, fait partie des efforts pour intégrer les préoccupations des communautés dans les plans de développement. Cette activité, soutenue par le Programme USAID/TRACES et l'ONG 3D, vise à harmoniser les politiques publiques locales. Ibrahima Diop, en charge du programme USAID/TRACES à l'ONG 3D, a insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre l'État, les collectivités locales et les acteurs du développement pour assurer la prise en compte des recommandations issues de ces échanges.

Dans les départements de Matam et de Kanel, des formations ont été organisées pour renforcer le cadre de participation et d'inclusion dans le processus budgétaire. Ces initiatives visent à pallier les lacunes et à promouvoir la transparence et l'analyse budgétaire, essentielles pour un dialogue durable entre l'État, les collectivités locales et les citoyens.

Enfin, une foire intercommunautaire organisée à Podor a mis en lumière l'autonomisation économique des femmes entrepreneures rurales. Cet événement, dans le cadre du projet de « Promotion des droits humains à l'eau, à l'assainissement et à l'alimentation », visait à favoriser la commercialisation des produits locaux et à offrir un espace d'échanges pour les femmes entrepreneures.

Ces diverses initiatives, qu'il s'agisse de la réforme de la justice, de l'évaluation du processus électoral ou de la promotion de la transparence budgétaire, illustrent la nécessité de concessions et de compromis pour avancer vers une société plus juste et équitable. C'est à travers ces efforts collectifs et inclusifs que la modernisation et la réforme peuvent réellement prendre forme, dans l'intérêt supérieur de la nation.

Babacar Guèye
Président du Conseil d'Administration de l'ONG 3D

«Aucun changement n'est possible si...»



« Le chemin de la réforme et de la modernisation s'annonçait ardu, mais indispensable ». C'est le constat du facilitateur des assises de la justice après la clôture des réflexions. Car, fait remarquer Pr Babacar Guèye, par ailleurs Président du Conseil d'Administration de l'ONG 3D, les valeurs et les perceptions de la justice, son fonctionnement et son organisation. Mais il note qu'aucun changement n'est possible sans concession et même parfois sans compromis. Il ne s'agissait pas de protéger des corps au détriment d'autres ni de critiquer ou de tout remettre en cause. Mais l'esprit de ces assises, faut-il le rappeler, s'incarne dans un élan de prise en compte de l'intérêt supérieur de la nation en des termes inclusifs et constructifs, a-t-il rappelé.

La résilience de Yène face aux changements climatiques

Les changements climatiques représentent l'une des plus grandes préoccupations du 21ème siècle, accentuant la vulnérabilité des populations et mettant en péril leur développement. À Yène, commune côtière du département de Rufisque, ces effets se font particulièrement sentir, affectant l'environnement, les ressources naturelles et les activités socio-économiques telles que la pêche, le tourisme et l'agriculture.

Dans une initiative visant à lutter contre le réchauffement climatique, l'ONG 3D en collaboration avec la Fondation MUSOL a aidé Yène à adhérer à la Convention des Maires pour le Climat et l'Energie (CoM SSA). Cette démarche a donné naissance à un Plan d'Actions pour l'Accès à l'Energie Durable et au Changement Climatique (PAADEC), mettant l'accent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment par le remplacement progressif du charbon de bois par le Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) ou l'électricité.

Dans le cadre du projet « Promouvoir l'adaptation au changement climatique dans la commune de Yène, Sénégal », financé par Ajuntament de Barcelona, une campagne de sensibilisation a été lancée pour éveiller les consciences aux enjeux climatiques et encourager des actions proactives.

L'objectif est de sensibiliser les communautés de Yène aux changements climatiques, en vue d'un changement de comportement durable à long terme. Cette campagne vise à leur faire comprendre les impacts des changements climatiques, leur rôle dans la protection de l'environnement et les responsabilités des autorités municipales dans ce domaine.



ONG 3D et collectivités territoriales : Formation sur la transparence budgétaire à Kanel.



Les représentants de la société civile, notamment ceux de l'ONG 3D, ainsi que les collectivités locales de Kanel ont achevé une formation portant sur divers aspects liés au budget, tels que le suivi, l'analyse et la transparence.

L'objectif était de renforcer le cadre de participation et d'inclusion en vue de favoriser un dialogue durable. Cette initiative visait à pallier les lacunes constatées dans le processus budgétaire et à promouvoir la mise en place de mécanismes de suivi budgétaire.

Au cours de cette formation, les participants ont été instruits sur l'élaboration, la validation, l'exécution, le contrôle et l'évaluation du budget, dans le but de permettre aux populations de définir les priorités en matière de dépenses.

Il est considéré comme essentiel que tous les acteurs, y compris l'État, les collectivités locales et les citoyens, soient impliqués pour garantir un budget inclusif et citoyen.

La faible participation du public dans le processus budgétaire, à la fois au niveau national et local, a motivé la tenue de cette formation.



Succès de la foire pour la commercialisation des produits transformés à Podor



Dans un effort concerté pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes entrepreneures rurales et répondre aux défis posés par la pandémie de COVID-19, une foire intercommunautaire a été organisée du 17 au 19 Mai 2024 à Podor. Cet événement, inscrit dans le cadre du projet de « Promotion des droits humains à l'eau, à l'assainissement et à l'alimentation de la population rurale des départements de Podor et de Kanel », a été mis en place par l'ONG 3D en collaboration avec ses partenaires, MUSOL et GENERALITAT VALENCIANA.

L'objectif principal de cette foire était de favoriser la commercialisation des produits transformés localement tout en offrant un espace d'échanges et d'exploration de nouveaux marchés pour les exposantes, en grande partie des femmes entrepreneures.



La cérémonie officielle d'ouverture, présidée par le Préfet du département de Podor en présence de l'adjoint au maire de la commune de Podor et de l'équipe de l'ONG 3D, a donné le coup d'envoi à cet événement qui a attiré des exposantes venues des départements de Podor, Kanel, Ziguinchor et Rufisque. Chaque département a présenté ses groupements et coopératives de femmes transformatrices, mettant ainsi en lumière la richesse et la diversité des produits locaux transformés.

La foire a été un véritable succès, offrant aux femmes entrepreneures une plateforme pour promouvoir leurs produits, élargir leur clientèle locale et établir des contacts avec de potentiels clients.

Cette opportunité de commercialisation élargie renforce l'autonomisation économique des femmes rurales, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et à la résilience des populations face aux défis actuels. Cet événement témoigne de l'importance des initiatives axées sur le soutien aux femmes rurales dans le développement de leurs activités économiques. Il illustre également la capacité des communautés à s'unir pour relever les défis, même les plus pressants comme celui de la pandémie de COVID-19.

Processus électoral : des recommandations seront transmises aux autorités après un travail d'évaluation (COSCE)



Le collectif des organisations de la société civile pour les élections (COSCE) compte mettre à la disposition des nouvelles autorités un cahier de recommandations sur le processus électoral après une évaluation de l'organisation du scrutin présidentiel du 24 mars dernier, a appris l'APS des membres de cette organisation. "Après Saint-Louis, aujourd'hui c'est autour de Diourbel d'abriter l'atelier d'évaluation du processus électoral au lendemain de l'élection présidentielle pour relever les atouts et faiblesses du processus électoral. La finalité de cette rencontre est de recueillir les recommandations faites par les acteurs, lesquelles seront remises aux autorités à l'issue d'un atelier national qui sera tenu à Dakar", a expliqué Papa Assane Tine, représentant du COSCE.

Il s'exprimait en marge d'un atelier d'évaluation du processus électoral initié par le COSCE avec l'appui de National Democratic Institute (NDI) en présence des acteurs d'organisations de la société et des autorités administratives locales de la région de Diourbel. Dans leur prise de parole, les participants ont salué d'emblée la bonne organisation du scrutin présidentiel en dépit de quelques manquements notés.

Le directeur senior pays de NDI, Alain Ayadokoun, a salué la résilience du peuple sénégalais tout au long du processus électoral,





lequel a abouti à une élection présidentielle libre, transparente et sans contestation.

Selon lui, le Sénégal a lancé un signal fort qui doit inspirer les autres pays africains et du monde entier, soulignant que la dernière élection présidentielle a encore une fois montré la maturité démocratique du Sénégal.

Le représentant de la fédération des associations de personnes vivant avec un handicap du département de Diourbel, Khadim Dieng a souligné que les personnes handicapées ont été bien prises en compte sur le processus électoral.

Au-delà des membres des bureaux de vote, a-t-il indiqué, les électeurs ont été très courtois et indulgent envers ces personnes vulnérables afin de leur permettre de voter dans de bonnes conditions.

Pour parfaire le processus électoral, les participants à l'atelier ont formulé des recommandations dont le couplage de l'obtention de la pièce d'identité pour les jeunes avec l'inscription sur le fichier électoral, une réforme profonde du code électoral sur la déchéance des droits civiques et politiques des acteurs politiques ainsi que la rationalisation des partis politiques.





Programme Nietti Élections à Ziguinchor : Atelier régional d'évaluation du processus électoral

À Ziguinchor, la capitale du sud, un atelier régional d'évaluation du processus électoral de 2024 a rassemblé un large éventail d'intervenants pour discuter de l'avenir démocratique du pays. Organisé par le Collectif des Organisations de la Société Civile pour les Élections (COSCE) en partenariat avec le National Democratic Institute, cet événement a suscité un vif intérêt.

Des recommandations concrètes ont émergé, allant de la nécessité d'une réforme profonde des organes de gestion des élections à l'impératif de renforcer la participation citoyenne à tous les niveaux du processus électoral.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR UNE GOUVERNANCE TRANSPARENTE : Formation sur la gestion budgétaire à Saint-Louis



Une session de formation portant sur la transparence, l'analyse et le suivi budgétaire des dépenses publiques a eu lieu au lycée technique André Peytavin de Saint-Louis le mardi 30 avril 2024. Cet atelier de trois jours s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui à la Société Civile pour une meilleure Gouvernance (PASC) et a pour objectif de renforcer les compétences des membres du club d'analyse et de suivi budgétaire du département de Saint-Louis, « En-Relief ». Le but de cette rencontre est de renforcer les capacités des participants sur les concepts clés pour une meilleure compréhension du cycle et de la nomenclature budgétaire, ainsi que sur l'écosystème des acteurs et les procédures budgétaires.

Elle vise également à les familiariser avec la transparence, les techniques et méthodes d'analyse et de suivi des dépenses publiques, et enfin à les aider à élaborer une feuille de route pour le suivi du budget et des dépenses publiques. Selon Ibrahima Diop, coordinateur du pôle des Droits Humains de l'ONG 3D, l'objectif est de renforcer le potentiel des participants et de le transformer en capacité d'action afin de renforcer leur participation aux cadres d'élaboration des politiques publiques, tant au niveau local qu'au niveau central.

Participant à cette session de formation, le Préfet du département de Saint-Louis, Diadia Dia, estime qu'elle intervient à point nommé, les autorités ayant continuellement souligné l'importance du suivi budgétaire pour assurer la transparence dans la gestion des affaires publiques.

« Nous avons jugé nécessaire de venir encourager des organisations de la société civile. Le suivi budgétaire est une question extrêmement importante et en tant qu'administration, nous devons participer pour une gestion optimale des affaires publiques », déclare-t-il.

En ce qui concerne le budget et le programme, Diadia Dia estime qu'il faut considérer un cycle d'activités à dérouler, et que les organisations de la société civile doivent être impliquées dans ce suivi.

Pour cela, selon le Préfet, il est nécessaire de fournir aux membres de ces organisations les outils nécessaires pour savoir comment élaborer le budget et ce qu'il faut pour garantir une exécution transparente du budget, entre autres. Ibrahima Diop souligne que cette formation répond non seulement au faible taux de participation de la société civile en matière de contrôle budgétaire, estimé à environ 4%, mais aussi au besoin de transparence, qui est d'environ 30%. « Ce sont des défis que nous voulons relever afin de favoriser une plus grande implication des communautés et des collectivités pour que les politiques publiques, tant au niveau local qu'au niveau central, répondent aux préoccupations et aux priorités de ces communautés », précise-t-il. »

Saint-Louis-USAID/TRACES et l'ONG 3D recueillent les préoccupations des populations impactées.



Pour une prise en compte dans le Plan d'Investissement Prioritaire, un atelier d'élaboration de plan d'actions de la Coalition de Participation Citoyenne (CPC) s'est tenu ce mercredi 08 mai 2024, au lycée Technique André Peytavin de Saint-Louis.

Cette activité de deux jours entre dans le cadre du Programme USAID/TRACES avec l'appui de l'ONG 3D au profit des collectivités territoriales partenaires. La rencontre a été présidée par l'adjoint au préfet du département chargé du développement, Abdou Khadre Dieylani Bâ.

Ibrahima Diop, en charge du programme USAID/TRACES à l'ONG 3D, a insisté sur le besoin d'une collaboration étroite entre l'État, les collectivités locales et les acteurs du développement. Il a précisé que les résultats des travaux seront transmis non seulement aux responsables du dossier, mais aussi aux partenaires du développement, notamment l'USAID, qui soutient le programme.

L'ONG 3D s'engage à continuer d'accompagner ces efforts pour mettre en œuvre un plan de plaidoyer en vue du financement des priorités identifiées. L'atelier vise à recueillir les préoccupations prioritaires de ces communautés, mais il va au-delà.

Il s'agit aussi de produire un outil permettant d'harmoniser les politiques publiques locales, assurant ainsi que les besoins et les préoccupations de ces communautés sont intégrés dans leurs plans de développement.

La présidente de la CPC Fatoumata Dièye a souligné l'importance de la contribution des communautés et de la coopération avec les autorités pour assurer la prise en compte des recommandations émanant de ces échanges.

Soutien aux dynamiques locales : Le Programme USAID/TRACES en action dans les départements de Matam et de Kanel



L'ONG 3D a initié, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme USAID/TRACES, un soutien aux dynamiques communautaires dans les territoires impactés par l'activité extractive pour améliorer la gestion inclusive et équitable des revenus extractifs et promouvoir le respect des droits des communautés. Dans les départements de Matam et de Kanel, une série d'ateliers a mobilisé pendant huit (8) jours les membres des CPC des communes de Ndendory, de Hamady Hounaré, d'Orkadiéré et de Thiologne.

Selon Ibrahima DIOP, lead program manager du Programme USAID TRACES, « ces ateliers ont été des moments forts d'analyse des défis liés à l'exploitation minière et de formulation de réponses locales concertées et de planification d'actions de plaidoyer auprès des autorités pour un respect des obligations des entreprises ».

Ces ateliers visent donc à outiller les membres des coalitions de participation citoyenne afin de leur permettre d'avoir les capacités et les compétences nécessaires pour assurer l'animation du processus de dialogue entre les communautés et les différentes parties prenantes de l'activité extractive, mais aussi pour réaliser un suivi efficace des obligations des entreprises actives sur leurs territoires.

Ils viennent également renforcer le processus de dialogue soutenu par l'ONG 3D à l'échelle communale et départementale à travers l'élaboration de plans d'investissement prioritaires visant à mobiliser plus efficacement les investissements sociaux des entreprises dans la mise en œuvre des politiques de développement et la mise en place d'une plateforme de dialogue multi-acteurs, a expliqué Monsieur DIOP.

**Bâtir des communautés
justes, ouvertes et
prospères.**



+221 33 825 69 69



ong3d@orange.sn



www.ong3d.org

Mermoz villa N° 59; BP : 47311, Dakar

SUIVEZ-NOUS

